

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

19 septembre 2012

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la situation des droits de l'Homme
au Belarus**

(déposée par Mme Christiane Vienne et
MM. Guy Coëme et Patrick Moriau)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

19 september 2012

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de toestand van de
mensenrechten in Belarus**

(ingediend door mevrouw Christiane Vienne en
de heren Guy Coëme en Patrick Moriau)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail : publications@lachambre.be		e-mail : publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Belarus, pays voisin de l'Union européenne, est une ancienne république de l'URSS, devenue indépendante en 1991. En 1994, Alexandre Loukachenko accède à la présidence de ce pays de manière démocratique.

“Depuis son accession à la présidence en juillet 1994, Loukachenko s'est employé (...) à accaparer pour son propre compte l'ensemble des ressources politiques et économiques associées à l'exercice de l'autorité gouvernementale et à s'en assurer le contrôle. Ce faisant, il a entièrement conditionné la politique de (re)distribution des biens matériels à la promesse de soumission à sa personne et de loyauté à l'égard de son régime. (...) Dans un tel contexte, l'économie nationale est entièrement mise au service de la stratégie personnelle du Président. Le monopole des richesses publiques lui permet — notamment en s'opposant à l'ouverture, par voie de privatisation, des industries biélorusses au capital étranger — d'empêcher l'apparition de forces économiques qui seraient susceptibles de financer une éventuelle entreprise de contestation de son pouvoir”¹.

Cela fait maintenant presque vingt ans que le pouvoir du président en place croît de manière continue. Cette concentration du pouvoir aux mains du seul Alexandre Loukachenko va de pair avec des attaques contre la société civile du Belarus, dans le but de faire taire toute forme d'opposition, qu'elle soit politique, journalistique, syndicale ou associative.

Les années 2002-2003 ont ainsi marqué le début d'une intensification de la répression...

La Constitution a été modifiée pour permettre à Alexandre Loukachenko de prolonger son pouvoir au-delà des deux mandats initialement autorisés. Une législation de plus en plus restrictive et des mesures répressives ont progressivement marginalisé les partis politiques d'opposition.

Les atteintes à la liberté d'expression n'ont, quant à elles, cessé de se multiplier:

— les maisons d'édition ont fait l'objet de pressions pour rompre leurs contrats avec les journaux indépendants;

¹ Loulia Shukan, “La Biélorussie: stratégies présidentielles de domination personnelle”, *Critique internationale*, 2005/3, n° 28, pp. 37-38.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Belarus, een land dat grenst aan de Europese Unie, is een voormalige republiek van de Sovjet-Unie. Na de onafhankelijkheid van Belarus in 1991 trad Aleksandr Loekasjenko in 1994 aan als democratisch verkozen president.

Loulia Shukan stelt over Loekasjenko het volgende: “Depuis son accession à la présidence en juillet 1994, Loukachenko s'est employé (...) à accaparer pour son propre compte l'ensemble des ressources politiques et économiques associées à l'exercice de l'autorité gouvernementale et à s'en assurer le contrôle. Ce faisant, il a entièrement conditionné la politique de (re)distribution des biens matériels à la promesse de soumission à sa personne et de loyauté à l'égard de son régime. (...) Dans un tel contexte, l'économie nationale est entièrement mise au service de la stratégie personnelle du Président. Le monopole des richesses publiques lui permet — notamment en s'opposant à l'ouverture, par voie de privatisation, des industries biélorusses au capital étranger — d'empêcher l'apparition de forces économiques qui seraient susceptibles de financer une éventuelle entreprise de contestation de son pouvoir”¹.

Nu al haast twintig jaar lang heeft de zittend president zijn macht gestadig uitgebouwd. President Loekasjenko heeft niet alleen alle macht naar zich toegenomen, hij treedt tegelijk hard op tegen het middenveld van Belarus om elke vorm van oppositie (in de politiek en de journalistiek, bij de vakbonden en in verenigingen) het zwijgen op te leggen.

Zo werd vanaf de jaren 2002-2003 de repressie gevoerd.

De Grondwet werd in die zin gewijzigd dat Aleksandr Loekasjenko ook na de oorspronkelijk toegestane twee ambtstermijnen aan de macht kon blijven. Door de steeds strengere wetgeving en het opleggen van repressieve maatregelen werden de politieke partijen van de oppositie steeds meer in het verdomhoekje gedrukt.

De lijst van schendingen van de vrije meningsuiting werd daarentegen almaar langer:

— de uitgeverijen werden onder druk gezet om overeenkomsten met onafhankelijke kranten te verbreken;

¹ Loulia Shukan, “La Biélorussie: stratégies présidentielles de domination personnelle”, *Critique internationale*, 2005/3, nr. 28, blz. 37-38.

— l'assistance étrangère aux médias indépendants a été interdite;

— des amendes exorbitantes ont été infligées aux journaux et maisons d'édition indépendants pour provoquer leur cessation d'activités;

— certaines télévisions ont été purement et simplement fermées.

Il y a dès lors un besoin urgent pour la liberté des médias au Belarus. Le 10 mai 2012, la Haute Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, Dunja Mijatovic, a appelé le président du Belarus à cesser la persécution des médias².

La Fédération des syndicats a, elle aussi, été progressivement assujettie au régime. Le centre d'aide juridique à la population a été interdit car il était impliqué dans la recherche des personnes disparues. Les démarches pour pouvoir travailler ou étudier à l'étranger ont été rendues tellement complexes que tout séjour à l'étranger est devenu quasi impossible.

Ces atteintes multiples aux droits et libertés fondamentales illustrent les abus du pouvoir en place et ont de plus en plus détérioré les relations avec l'Union européenne.

Au fil des années et eu égard aux efforts d'ouverture ou, au contraire, au durcissement du régime, ces sanctions ont été suspendues ou renforcées. Ainsi, l'Union européenne a accentué la pression sur le Belarus en interdisant au président et à plusieurs hauts dignitaires du régime de séjourner sur le territoire de l'Union, tout comme d'ailleurs les États-Unis d'Amérique l'ont fait.

Parallèlement à ces sanctions diplomatiques, l'Union européenne a fait pression pour que le Belarus accueille une mission de l'OSCE. Le Belarus a accepté celle-ci en 2003, mais avec un panel réduit d'activités.

En 2008, le Belarus a fait un pas positif en libérant des prisonniers politiques reconnus internationalement. Mais le régime a maintenu de très nombreux freins à la liberté d'association et de la presse.

En 2009, l'Union européenne a inclus le Belarus dans le programme de partenariat oriental (*Eastern Partnership Program*), dont l'objectif était double: favo-

— onafhankelijke media mochten niet langer door het buitenland worden gesteund;

— onafhankelijke kranten en uitgeverijen kregen buitensporige geldboeten opgelegd om te bewerkstelligen dat zij hun activiteiten zouden staken;

— sommige televisiezenders werden gewoonweg opgedoekt.

De media in Belarus moeten derhalve dringend meer ademruimte krijgen. Op 10 mei 2012 heeft Dunja Mijatovic, de OVSE-vertegenwoordigster voor de vrijheid van de media, de president van Belarus opgeroepen de media niet langer te vervolgen².

Ook de Wit-Russische vakbondsfederatie werd stapsgewijs gedwongen in de pas te lopen. Het centrum voor juridische bijstand aan de bevolking werd verboden omdat het betrokken was bij de zoektocht naar verdwenen personen. Werken of studeren in het buitenland werd dermate administratief bemoeilijkt dat elk verblijf in het buitenland nagenoeg onmogelijk is geworden.

Deze talrijke gevallen van schending van de fundamentele rechten en vrijheden zijn evenveel voorbeelden van misbruik van de gevestigde macht; ze hebben bovendien de betrekkingen met de Europese Unie almaar sterker vertroebeld.

De voorbije jaren werden die sancties ingetrokken dan wel opgevoerd, al naargelang het land inspanningen leverde om een open beleid te voeren dan wel het regime zijn greep nog verstevigde. Zo heeft de Europese Unie de druk op Belarus opgevoerd door de president en diverse hoogwaardigheidsbekleders van het regime te verbieden op het grondgebied van de Europese Unie te verblijven. Ook de Verenigde Staten hebben een dergelijke maatregel getroffen.

Naast deze diplomatieke sancties heeft de Europese Unie druk uitgeoefend op Belarus om een delegatie van de OVSE te ontvangen. Dat gebeurde uiteindelijk in 2003, maar de delegatie kon maar weinig activiteiten ontplooiën.

In 2008 heeft Belarus een positief gebaar gesteld door internationaal erkende politieke gevangenen vrij te laten. Dat neemt niet weg dat het regime de vrijheid van vereniging en de persvrijheid nog steeds sterk beknot.

In 2009 werd Belarus door de Europese Unie opgenomen in het Oostelijk Partnerschapsprogramma (*Eastern Partnership Program*), dat eensdeels beoogt de integra-

² <http://www.osce.org/fom/90394>.

² <http://www.osce.org/fom/90394>.

riser l'intégration des pays partenaires dans l'économie européenne et y promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance.

Malgré ces initiatives, la situation s'est détériorée depuis 2010. En décembre 2010, suite au refus des autorités du Belarus de reconduire le mandat du bureau de l'OSCE, ce dernier a dû interrompre toutes ses activités. La fermeture du bureau de l'OSCE à Minsk a été fortement regrettée par l'UE qui considère que le travail de cette mission n'était nullement achevé.

L'élection présidentielle de 2010 était perçue par certains observateurs comme l'occasion d'évaluer les effets de la politique européenne envers le Belarus. Les espoirs étaient d'autant plus grands que l'OSCE avait pu y envoyer une mission d'observation. Mais le rapport de l'OSCE sur le déroulement de cette élection est sans appel.

S'il est vrai que, durant la campagne, les candidats pouvaient s'exprimer sans censure et sans intermédiaire, leur temps de parole était très limité et disproportionné par rapport à celui du président sortant, le manque de diversité des médias n'a fait qu'amplifier cette situation.

S'ils étaient légalement autorisés à participer à l'élection, les partis d'opposition avaient très peu de moyens pour faire connaître leurs idées. En outre, le président sortant avait, plusieurs années auparavant, multiplié les initiatives pour limiter au maximum les représentants de l'opposition et des associations de droits de l'Homme au sein des commissions électorales.

Cette élection s'est soldée par l'arrestation massive de candidats de l'opposition et de centaines d'activistes. La manifestation pacifique organisée pour protester contre le processus électoral a donné suite à plusieurs centaines d'arrestations, "Au total, plus de 600 personnes ont été arrêtées et détenues le jour de l'élection ou peu après; 43 chefs de l'opposition, militants et journalistes indépendants ont été condamnés, dont cinq des neufs candidats de l'opposition."³

Enfin, le processus de comptage manquait de transparence. Dans les faits donc, l'opposition n'a aucun véritable moyen de contrer la machine politique de cet État.

³ Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Belarus, 10 avril 2012, p. 1.

tie van de partnerlanden in de Europese economie te vergemakkelijken, en anderdeels de democratie en het behoorlijk bestuur in die landen te bevorderen.

Ondanks die initiatieven is de toestand er sinds 2010 op achteruit gegaan. Nadat de Wit-Russische autoriteiten hadden geweigerd het mandaat van het OVSE-bureau te verlengen, moest die organisatie in december 2010 al haar activiteiten in Belarus staken. De EU betreurde sterk dat het OVSE-bureau in Minsk de deuren moest sluiten; de Unie oordeelde immers dat daar nog veel werk aan de winkel was.

Sommige waarnemers beschouwden de presidentsverkiezingen van 2010 als een gelegenheid om de uitwerking van het Europese beleid ten aanzien van Belarus na te gaan. De verwachtingen waren des te hoger gespannen omdat de OVSE erin geslaagd was waarnemers uit te sturen. Het verslag van de OVSE over het verloop van die verkiezingen spreekt echter voor zich.

Hoewel de verkiezingskandidaten tijdens de campagne ongecensureerd en zonder tussenpersoon mochten spreken, was hun spreektijd uiterst beperkt, in tegenstelling tot die waarover de uittrekkende president beschikte. Het gebrek aan diversiteit van de media maakte die toestand alleen maar erger.

Hoewel de oppositiepartijen wettelijk aan de verkiezingen mochten deelnemen, beschikten zij over zeer weinig middelen om hun gedachtegoed kenbaar te maken. Daarenboven had de uittrekkende president jaren vooraf alles in het werk gesteld om het aantal vertegenwoordigers van de oppositie en van de mensenrechtenverenigingen in de verkiezingscommissies zoveel mogelijk te beperken.

Die stembusgang is uitgedraaid op de massale arrestatie van oppositiekandidaten en honderden actievoerders. Naar aanleiding van de vreedzame betoging die werd georganiseerd om te protesteren tegen het verloop van de verkiezingen werden honderden mensen opgepakt. In totaal werden meer dan 600 mensen gearresteerd en gevangen gehouden op de dag van de verkiezing zelf of kort nadien; 43 oppositieleiders, militanten en onafhankelijke journalisten werden veroordeeld, van wie vijf van de negen kandidaten van de oppositie³.

Ten slotte verliep ook de stemmentelling onvoldoende transparant, waardoor de oppositie in de praktijk over geen enkel echt middel beschikte om op te kunnen tegen de politieke structuren van het land.

³ Verslag van de Hoog Commissaris voor de mensenrechten van de Verenigde Naties over de toestand van de mensenrechten in Belarus, 10 april 2012, blz. 1.

En réaction au déroulement de l'élection présidentielle et à la répression l'ayant précédée et suivie, le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne a, une nouvelle fois, rétabli et renforcé les sanctions à l'égard des personnes ayant participé ou soutenu la répression.

La décision du Conseil des ministres des Affaires étrangères du 27 février 2012 d'élargir la liste des personnes concernées par une interdiction de visa et un gel des avoirs aux personnes ou sociétés étroitement associées au régime a provoqué le renvoi par Minsk des représentants de l'Union européenne et de l'ambassadeur de la Pologne.

En signe de solidarité, tous les pays de l'Union ont appelé leurs ambassadeurs.

À l'heure actuelle, 243 personnes font l'objet d'un gel de leurs avoirs dans l'Union européenne. Il s'agit de personnes responsables des atteintes aux normes électorales internationales qui ont marqué l'élection présidentielle de 2006 ou de 2010, ou de graves violations des droits de l'Homme ou responsables de la répression exercée contre la société civile et l'opposition démocratique, ou encore d'hommes d'affaires associés au régime Loukachenko, tirant avantage de celui-ci ou le soutenant.

Ces mêmes 243 personnes font l'objet d'une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE. Trente-deux entités commerciales au total ont également été inscrites sur la liste⁴.

Depuis cette élection, l'Union européenne a aussi considérablement renforcé son soutien à la société civile et aux médias indépendants au Belarus, et a même dépassé la promesse de quadrupler son aide financière qu'elle avait faite lors de la conférence des donateurs tenue en février 2011 à Varsovie. Cette aide s'élève à présent à 19,3 millions d'euros pour la période 2011-2013⁵.

Le 29 mars 2012, le Commissaire européen Štefan Füle a lancé le dialogue européen sur la modernisation avec la société civile et l'opposition politique du Belarus, "qui portera sur les réformes qu'il convient de mener pour moderniser la Biélorussie et sur le développement éventuel des relations avec l'Union Européenne, ainsi que sur un éventuel soutien de l'Union Européenne à cet égard"⁶.

⁴ Fiche d'information de l'Union Européenne, L'Union Européenne et la Biélorussie, 23 août 2012, p.3. http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/129253.pdf.

⁵ *Idem*, p. 1.

⁶ *Idem*, p. 2.

Als reactie op het verloop van de presidentsverkiezingen en de repressie vooraf én achteraf heeft de Raad van ministers van Buitenlandse Zaken van de Europese Unie de sancties ten aanzien van de personen die aan de repressie hebben deelgenomen of ze hebben gesteund, opnieuw ingesteld en opgevoerd.

Op 27 februari 2012 besliste de Raad van ministers van Buitenlandse Zaken de lijst van de personen aan wie een visum wordt geweigerd, te verruimen, alsook de tegoeden te bevroren van de personen of de vennootschappen die dicht bij het regime aanleunen. Minsk reageerde op die beslissing door de gezanten van de Europese Unie en de ambassadeur van Polen uit te wijzen.

Uit solidariteit riepen alle EU-landen hun ambassadeurs terug uit Belarus.

Momenteel zijn in de Europese Unie de tegoeden van 243 personen bevroren. Het gaat om mensen die verantwoordelijk zijn voor de schending van de internationale verkiezingsregelgeving bij de presidentsverkiezingen van 2006 of van 2010, of die de mensenrechten ernstig hebben geschonden, zich schuldig hebben gemaakt aan de repressie van het middenveld en de democratische oppositie, of nog om zakenlui die aanleunden bij het regime van Loekasjenko, dat regime steunden of er hun voordeel mee deden.

Die 243 personen werd de toegang tot het grondgebied van de Europese Unie ontegenzeggd. Voorts bevat de lijst in totaal 32 commerciële entiteiten⁴.

Sinds de recentste presidentsverkiezingen heeft de Europese Unie voorts haar steun aan het middenveld en de onafhankelijke media in Belarus fors opgevoerd; de door de EU op de donorconferentie van februari 2011 in Warschau gedane belofte om haar financiële steun te verviervoudigen, werd zelfs ruimschoots ingelost. Voor de periode 2011-2013 bedraagt die steun momenteel 19,3 miljoen euro⁵.

Op 29 maart 2012 opende Europees Commissaris Štefan Füle met het Wit-Russische middenveld en de politieke oppositie het Europese debat over de modernisering. Onderwerpen die daarbij aan bod zullen komen, zijn de hervormingen die vereist zijn om Belarus te moderniseren, de eventuele uitbouw van de betrekkingen met de Europese Unie en de eventuele steun van de Europese Unie in dat verband⁶.

⁴ *Fact sheet, "The European Union and Belarus"*, augustus 2012, blz. 3. http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/129232.pdf.

⁵ *Ibidem*, blz. 1.

⁶ *Ibidem*, blz. 2.

Au fil des ans, l'Union européenne a donc cherché à trouver un équilibre entre les sanctions infligées au régime du Belarus et le dialogue à maintenir avec la société civile et l'opposition politique, avec le souci des conditions de vie de la population du pays.

Mais, jusqu'à présent, le manque d'unanimité des pays européens et leurs hésitations entre maintien du dialogue et rupture de tout contact ont fait le jeu des autorités du Belarus et de leurs abus de pouvoirs.

Pour les auteurs de la présente proposition de résolution, il devient urgent de s'accorder sur la politique à mener à l'égard de ce pays au niveau européen, en vue d'encourager un assouplissement du régime du Belarus, en vue des élections législatives à venir, et d'enfin conduire ce pays voisin sur la voie de la démocratie.

Il s'agit dès lors de demander à notre gouvernement, d'une part, de soutenir, au niveau européen, les actions entreprises par la société civile du Belarus pour favoriser le développement de la démocratie et, d'autre part, de défendre, au sein des institutions européennes, les principes préconisés par la résolution du Parlement européen du 29 mars 2012 sur la situation en Biélorussie⁷.

Christiane VIENNE (PS)
Guy COËME (PS)
Patrick MORIAU (PS)

De voorbije jaren heeft de Europese Unie dus gezocht naar een evenwicht tussen het opleggen van sancties aan het regime in Belarus en het onderhouden van de dialoog met het middenveld en de politieke oppositie van dat land, zonder de levensomstandigheden van de bevolking aldaar uit het oog te verliezen.

Tot dusver heeft het gebrek aan eensgezindheid van de Europese landen en hun besluiteloosheid om de dialoog gaande te houden dan wel elk contact te verbreken, echter alleen maar in de kaart gespeeld van de Wit-Russische autoriteiten en hun machtsmisbruik.

Daarom vinden de indieners van dit voorstel van resolutie het de hoogste tijd om het eens te worden over het beleid dat op Europees niveau jegens dat land moet worden gevoerd. Het ligt in de bedoeling een versoepeling van het regime in Belarus aan te moedigen, niet alleen met het oog op de volgende parlementsverkiezingen, maar ook om dit buurland van de EU naar de democratie te leiden.

Daarom willen de indieners onze regering eensdeels verzoeken op Europees niveau steun te verlenen aan de acties van het Wit-Russische middenveld om de uitbouw van de democratie te bevorderen, en anderdeels in de Europese instellingen te pleiten voor de beginselen die naar voren worden geschoven in de resolutie van het Europees Parlement van 29 maart 2012 over de situatie in Belarus⁷.

⁷ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0112+0+DOC+XML+V0//FR>.

⁷ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0112+0+DOC+XML+V0//NL>.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS;

A. vu le rapport de l'OSCE "*Trial Monitoring in Belarus March-July 2011*" du 10 novembre 2011;

B. vu le rapport de l'OSCE du 22 février 2011 faisant suite à la mission d'observation des élections présidentielles au Belarus;

C. vu la résolution 1857 du Conseil de l'Europe du 25 janvier 2012 sur la situation en Biélorussie;

D. vu la décision du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne du 23 mars 2012 de proroger tant les mesures restrictives à l'encontre de certains hauts fonctionnaires du Belarus que les interdictions de séjour visant certains responsables politiques;

E. vu la résolution du Parlement européen du 29 mars 2012 sur la situation en Biélorussie;

F. vu le rapport A/HCR/20/8 du 10 avril 2012 de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme sur la situation des droits de l'Homme au Belarus;

G. considérant l'importance d'approfondir les relations et le dialogue politique entre l'Union et ses voisins orientaux dans le cadre du partenariat oriental, y compris dans sa dimension parlementaire, notamment dans l'objectif commun de garantir la mise en œuvre des réformes démocratiques au Belarus;

H. considérant que la situation générale, en termes de respect des droits et libertés fondamentales au Belarus, s'est détériorée depuis l'élection présidentielle de 2010;

I. considérant que le droit du Belarus et les mécanismes internationaux ont fait l'objet d'une utilisation abusive et d'une instrumentalisation intentionnelle de la part des autorités du Belarus;

J. considérant les irrégularités relevées lors de la mission d'observation internationale de l'élection présidentielle du 19 décembre 2010, l'arrestation de la plupart des candidats, la répression de la manifestation du 19 décembre 2010 et le nombre de personnes placées en détention en raison de leur participation à cette manifestation;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

A. wijst op het OVSE-verslag "*Trial Monitoring in Belarus March-July 2011*" van 10 november 2011;

B. verwijst naar het OVSE-verslag van 22 februari 2011 na de waarnemingsopdracht naar aanleiding van de presidentsverkiezingen in Belarus;

C. herinnert aan resolutie 1857 van de Raad van Europa van 25 januari 2012 over de situatie in Belarus;

D. merkt op dat de Raad van ministers van Buitenlandse Zaken van de Europese Unie op 23 maart 2012 heeft beslist zowel de restrictieve maatregelen ten aanzien van bepaalde hoogwaardigheidsbekleders van Belarus als het verblijfsverbod ten aanzien van bepaalde Wit-Russische politieke figuren aan te houden;

E. wijst op de resolutie van het Europees Parlement van 29 maart 2012 over de toestand in Belarus;

F. attendeert op het verslag A/HCR/20/8 van 10 april 2012 van de Hoog Commissaris voor de mensenrechten van de Verenigde Naties over de toestand van de mensenrechten in Belarus;

G. beseft hoe belangrijk het is dat de betrekkingen en de politieke dialoog tussen de Europese Unie en haar buurlanden in het Oosten in het kader van het Oostelijk Partnerschap, met inbegrip van het parlementaire aspect ervan, worden versterkt, meer bepaald met de gezamenlijke bedoeling te waarborgen dat de democratische hervormingen in Belarus ten uitvoer worden gelegd;

H. merkt op dat de algemene toestand inzake de inachtneming van de fundamentele rechten en vrijheden er in Belarus op achteruit is gegaan sinds de presidentsverkiezingen van 2010;

I. wijst erop dat de Wit-Russische autoriteiten de wetgeving van dat land en de internationale mechanismen hebben misbruikt en doelbewust hebben geïnstrumentaliseerd;

J. stipt aan dat de internationale waarnemers onregelmatigheden hebben vastgesteld bij de presidentsverkiezingen van 19 december 2010, dat de meeste kandidaten werden gearresteerd, dat de betoging van 19 december 2010 werd neergeslagen en dat heel veel mensen in hechtenis werden genomen omdat zij aan die betoging hadden deelgenomen;

K. considérant les allégations de torture et de mauvais traitements infligés aux détenus en prison;

L. considérant les menaces qui pèsent sur les défenseurs des opposants politiques et de la société civile (avocats, journalistes, militants, associations de défense des droits de l'Homme...);

M. considérant les atteintes répétées à la liberté de la presse, l'arrestation régulière de journalistes indépendants, la pression faite sur les maisons d'édition et les annonceurs potentiels;

N. considérant la répression à l'encontre de toute opposition au régime en place;

O. considérant les amendements apportés aux lois régissant les droits civils et politiques, et plus particulièrement l'interdiction de toute forme d'aide ou de financement aux associations ou aux partis politiques via l'étranger;

P. considérant la crise diplomatique entre l'Union européenne et le Belarus, suite à la décision de Minsk de renvoyer l'ambassadeur de la Pologne et les représentants de l'Union européenne;

Q. considérant les aspirations démocratiques de la population, au vu de la participation massive à la manifestation célébrant la Journée de la liberté, le 25 mars 2012, et les valeurs portées par l'Union européenne;

R. vu qu'en août 2012 les diplomates suédois en poste à Minsk ont été expulsés du Belarus et que ce pays a fermé son ambassade en Suède comme rétorsion à une action en faveur des droits de l'Homme⁸;

S. vu que le 23 septembre 2012 des élections parlementaires seront organisées au Belarus;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de s'assurer que tout engagement potentiel de l'Union européenne à l'égard du Belarus soit soumis à des conditions strictes et subordonné à la condition, de la part du Belarus, de respecter les droits de l'Homme et

⁸ Un petit avion piloté par un Suédois est entré sans autorisation dans l'espace aérien du Belarus afin de parachuter symboliquement des centaines d'ours en peluche porteurs d'appels à la liberté et au respect des droits de l'Homme au Belarus.

K. wijst op de aantijgingen dat de betrokken gevangenen zouden zijn gefolterd en mishandeld;

L. heeft aandacht voor de bedreigingen die worden geuit ten aanzien van wie het opneemt voor de politieke tegenstanders en het middenveld (advocaten, journalisten, militanten, verenigingen ter verdediging van de mensenrechten enzovoort);

M. attendeert op de herhaalde schendingen van de persvrijheid, het feit dat onafhankelijke journalisten geregeld worden gearresteerd, alsook op de druk die wordt uitgeoefend op de uitgeverijen en de mogelijke informatiekanaalen;

N. wijst erop dat elke vorm van oppositie tegen het gevestigde regime wordt onderdrukt;

O. merkt op dat de wetgeving inzake de burgerlijke en de politieke rechten dusdanig werd gewijzigd dat elke vorm van steun aan of financiering van de verenigingen of de politieke partijen vanuit het buitenland verboden is;

P. wijst op de diplomatieke crisis tussen de Europese Unie en Belarus die is ontstaan nadat Minsk had beslist de ambassadeur van Polen en de gezanten van de EU uit te wijzen;

Q. merkt op dat de massale deelname van de bevolking aan de betoging om de Dag van de Vrijheid (op 25 maart 2012) te vieren, aantoonde dat de bevolking streeft naar democratie; in dit verband wordt gewezen op de door de Europese Unie uitgedragen waarden;

R. wijst erop dat de in Minsk dienstdoende Zweedse diplomaten in augustus 2012 uit Belarus werden uitgezonden en dat dit land zijn ambassade in Zweden heeft gesloten, als vergeldingsmaatregel voor een actie ten gunste van de mensenrechten⁸;

S. gelet op het feit dat op 23 september 2012 in Belarus parlementsverkiezingen zullen plaatsvinden;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. er zich van te vergewissen dat elke mogelijke verbintenis van de Europese Unie ten aanzien van Belarus aan strikte voorwaarden onderworpen is en gekoppeld is aan de voorwaarde dat Belarus de mensenrechten

⁸ Een klein, door een Zweedse piloot bestuurd vliegtuig is zonder toestemming het Wit-Russische luchtruim binnengedrongen om er honderden knuffelbeertjes te droppen, als symbolische oproep om de vrijheid en de mensenrechten in Belarus in acht te nemen.

l'État de droit, conformément à la Déclaration commune à l'issue du sommet sur le Partenariat oriental à Prague, le 7 mai 2009, que le gouvernement du Belarus a signée;

2. de maintenir les sanctions à l'encontre des personnes et entreprises soutenant le régime d'Alexandre Loukachenko jusqu'à:

a) la libération de tous les prisonniers politiques et autres, détenus et/ou jugés arbitrairement;

b) la fin de la répression des opposants politiques, de la presse et des défenseurs des droits de l'Homme;

c) l'organisation d'élections démocratiques et transparentes sous monitoring/observation international;

3. de presser, au niveau européen, les autorités du Belarus, dans la perspective des élections législatives de 2012, de poursuivre le processus de réforme de la législation et des pratiques électorales, en tenant compte de l'ensemble des recommandations émises par l'OSCE/BIDDH et la Commission européenne pour la démocratie par le droit (dite "Commission de Venise"), tout en respectant toutes les normes et tous les standards démocratiques internationaux;

4. de renforcer son engagement en faveur des représentants de la société civile, des médias indépendants et des ONG, et de soutenir les actions entreprises par la société civile, les médias indépendants et les organisations non gouvernementales susceptibles de favoriser la mise en place d'un régime véritablement démocratique à l'avenir;

5. de préconiser, au niveau européen, une évaluation des impacts des sanctions existantes à l'encontre du Belarus au regard de l'évolution de la situation politique et des droits de l'Homme au sein de ce pays, d'inviter les autres États membres et les institutions européennes à faire de même et d'envisager de renforcer les sanctions existantes en élargissant la liste des ressortissants du Belarus faisant l'objet d'une interdiction de visa et d'un gel de leurs avoirs.

4 septembre 2012

Christiane VIENNE (PS)
Guy COËME (PS)
Patrick MORIAU (PS)

en de rechtsstaat in acht moet nemen, overeenkomstig de gezamenlijke verklaring op de Top van het Oostelijk Partnerschap in Praag van 7 mei 2009, die door de regering van Belarus werd ondertekend;

2. de sancties ten aanzien van de personen en de ondernemingen die het regime van Aleksandr Loekasjenko steunen, aan te houden totdat

a) alle politieke gevangenen en andere willekeurig in hechtenis genomen en/of veroordeelde personen zijn vrijgelaten;

b) de politieke tegenstanders, de pers en de verdedigers van de mensenrechten niet langer worden onderdrukt;

c) er democratische en transparante verkiezingen worden georganiseerd, onder internationale monitoring/waarneming;

3. er, met het oog op de parlementsverkiezingen van 2012, op Europees niveau bij de autoriteiten van Belarus op aan te dringen door te gaan met het hervormingsproces van de verkiezingswetgeving en -praktijken, en daarbij rekening te houden met alle aanbevelingen van de OVSE/ODIHR en de Europese Commissie voor Democratie door Recht (de zogenaamde "Commissie van Venetië"), met inachtneming van alle internationale democratische regels en normen;

4. zich sterker in te zetten voor de vertegenwoordigers van het middenveld, de onafhankelijke media en de ngo's, alsook steun te verlenen aan de acties van het middenveld, de onafhankelijke media en de niet-gouvernementele organisaties die het instellen in de toekomst van een echt democratisch regime kunnen bevorderen;

5. op Europees niveau te pleiten voor een evaluatie van de weerslag van de sancties die momenteel gelden jegens Belarus, in het licht van de evolutie van de politieke toestand en de mensenrechten in dat land, alsook de andere lidstaten en de Europese instellingen te verzoeken hetzelfde te doen en te overwegen de bestaande sancties op te voeren, door de lijst te verruimen van de Wit-Russische onderdanen aan wie geen visum mag worden afgegeven en wier tegoeden zijn bevroren.

4 september 2012